



Analyse du programme de la Nupes sur les questions du commerce international

Compétitivité en berne, dirigisme renforcé, remise en cause des accords commerciaux : le programme NUPES porte plusieurs mesures susceptibles de fragiliser l'économie française. Alain Bentéjac, vice-président de La Fabrique de l'Exportation, en décrypte les conséquences sur la production, l'innovation et l'export. Quel prix la France paierait-elle pour cette autonomie promise ?

Une réforme qui fragiliserait la compétitivité des entreprises françaises

Le programme NUPES remet en cause l'essentiel des mesures de soutien à la compétitivité, à la capacité de production et à l'attractivité du territoire adoptées depuis 2012. Les aides financières, rebaptisées « cadeaux fiscaux », seraient annulées, tout comme les dispositifs de flexibilité qui permettent aux PME d'ajuster leur activité à leur carnet de commandes. L'évolution est paradoxale : la politique de l'offre menée depuis dix ans a pourtant fait ses preuves, notamment par sa capacité à créer de l'emploi en France malgré une croissance atone.

Le texte annonce un soutien appuyé aux entreprises coopératives et aux associations, pendant que le secteur privé ferait face à la plus forte hausse de contraintes fiscales, sociales et réglementaires depuis plusieurs décennies. Difficile, dans ce contexte, de croire à une France plus « autonome » comme le souhaite ce programme : l'autonomie suppose de produire davantage, alors que le texte prévoit au contraire une réduction massive du volume d'heures travaillées, entre retraite à 60 ans, allongement des congés payés et semaine de 32 heures. La hausse du coût du travail, combinée à celle de l'énergie liée à la sortie annoncée du nucléaire, achève de dessiner une dégradation majeure de la compétitivité du tissu productif français.

Un programme dirigiste, en décalage avec une économie ouverte

L'essentiel du programme marginalise l'initiative privée au profit d'un État érigé en initiateur et organisateur du renouveau industriel. La démarche interroge : viser une économie encore plus socialisée alors que la France affiche déjà le taux de socialisation le plus élevé de l'Union européenne relève d'un certain paradoxe.

La France n'a jamais réduit ni sa dépense ni ses recettes publiques ; annoncer 200 milliards d'euros de dépenses supplémentaires sur cinq ans ressemble donc à une fuite en avant. Les partisans du texte invoquent le multiplicateur keynésien pour justifier ce choix, en misant sur un retour budgétaire via la croissance générée. Mais Keynes, qui a vécu de 1883 à 1946, raisonnait sur des économies fermées, voire coloniales, où un stimulus de la demande dopait directement la production nationale. Dans une France intégrée à un marché européen ouvert au monde, un tel stimulus profiterait avant tout à la croissance des importations, comme cela s'observe depuis plusieurs décennies.

Les entrepreneurs, eux, ne figurent pas parmi les acteurs associés à l'élaboration du texte, présenté comme le fruit d'un travail collectif réunissant organisations politiques, citoyens, acteurs associatifs, syndicaux et environnementaux.

Des postures et des injonctions contradictoires

Le programme multiplie les objectifs décrétés sans toujours préciser les conditions de leur réalisation. Porter au sein du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC des propositions de rupture avec le néolibéralisme international, ou encore créer une Convention européenne pour réviser et réécrire les traités : ces ambitions s'affranchissent largement des rapports de force qui structurent nos relations avec nos partenaires, et des engagements déjà pris.

Le texte assume aussi une contradiction de fond. D'un côté, il porte les mesures les plus défavorables au tissu productif depuis plusieurs décennies. De l'autre, il ambitionne de bâtir de nouvelles filières : une fonderie française de microprocesseurs, l'excellence dans le virtuel, une souveraineté sanitaire fondée sur la production nationale de médicaments et d'équipements médicaux. Comment attendre des laboratoires pharmaceutiques qu'ils investissent en recherche si le programme prévoit la levée des brevets et rend obligatoire le partage des connaissances et technologies liées aux biens médicaux de première nécessité ? La même question se pose pour une hypothétique « mission nationale de maîtrise de l'intelligence artificielle », dans un climat aussi peu propice à l'investissement privé.

Le renforcement annoncé de la recherche fondamentale se heurte au même écueil : en asséchant le rôle du secteur privé dans la création de produits capables de servir les marchés mondiaux, les dépenses publiques risquent surtout de nourrir la fuite des cerveaux vers des pays concurrents, faute de base industrielle pour valoriser cette recherche.

Le programme NUPES semble ainsi moins écrit à partir de la réalité économique du pays qu'à partir d'une vision idéologique. Sa mise en œuvre placerait ses partisans devant le même dilemme que celui vécu par Alexis Tsipras en Grèce : appliquer le programme au risque de fragiliser l'économie, ou gouverner sur une ligne social-démocrate, au prix d'une promesse électorale trahie.

Quelle insertion internationale pour la France ?

Le programme s'affranchit des engagements pris envers les partenaires et institutions européennes, au profit d'une Europe « à la carte » où les dispositions jugées défavorables pourraient être reniées. Cette orientation, couplée à la formation d'une « nouvelle entente altermondialiste » et à la dénonciation d'une dette qualifiée d'« illégitime », comporte des risques réels pour la crédibilité internationale du pays.

Le texte refuse par principe tout nouvel accord de libre-échange, considérant que les traités existants s'opposent aux objectifs écologiques, alimentent le dumping social et favorisent les délocalisations. Les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance méritent effectivement d'être replacés au cœur de la refonte du commerce international. Mais les accords de libre-échange restent un pilier de la richesse des nations : les supprimer entraînerait suppressions d'emplois et inflation. Mieux vaudrait les transformer en meilleurs régulateurs du commerce que s'en retirer purement et simplement.

Sous couvert de souveraineté nationale, le programme NUPES porterait donc les bases d'un affaiblissement de la France dans ses échanges internationaux, de sa capacité à produire, à innover et à exporter. Il impliquerait aussi une mise en retrait de fait du cadre qui régit nos relations avec l'Union européenne et nos principaux partenaires commerciaux, un coût qui serait particulièrement lourd à assumer.



Alain Bentéjac

Président de la Fabrique de l'Exportation